

Commissions

Sécurité du rail

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LES CONDITIONS DE SÉCURITÉ DU RAIL EN BELGIQUE À LA SUITE DU DRAMATIQUE ACCIDENT SURVENU À BUIZINGEN

Président : M. David Geerts

➤ **LUNDI 10 MARS 2014**

L'exécution du masterplan du Groupe SNCB relatif à la sécurité ferroviaire.

Audition de :

- Mme Ann Billiau (directeur général Accès au Réseau d'Infrabel);
- MM. Richard Gayetot (directeur général Technics à la SNCB) et Michaël Vanloubbeeck (responsable de la communication et des affaires publiques à la SNCB);
- M. Michel Bovy (directeur général de HR-Rail).

(Rapporteurs : Mme Linda Musin, M. Ronny Balcaen, Mme Valérie De Bue et M. Jef Van den Bergh).

- Exposé introductif par les invités.
- Un échange de vues a eu lieu avec les membres de la commission.

Circonscription électorale fédérale

COMMISSION PARLEMENTAIRE MIXTE « CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE FÉDÉRALE »

Présidents : M. André Flahaut et Mme Sabine de Bethune (S)

➤ **LUNDI -10 MARS 2014**

Ordre des travaux.

- La commission a décidé d'organiser des auditions.

Prochaine réunion : lundi 17 mars 2014

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. Siegfried Bracke

➤ **MARDI 11 MARS 2014**

Projet de loi garantissant le principe de la collecte unique des données dans le fonctionnement des services et instances qui relèvent de ou exécutent certaines missions pour l'autorité et portant simplification et harmonisation des formulaires électroniques et papier, n°s 3387/1 à 3.
Amendement du gouvernement.

- Rapporteur : M. Koenraad Degroote.
- Le secrétaire d'Etat a exposé le projet de loi.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu. Les articles et l'amendement n° 1 ont successivement été adoptés.

[Questions d'actualité au gouvernement.](#)

Ordre des travaux : demande de Mme Zoé Genot d'organiser un échange de vues avec la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances concernant les gardiens de la paix.

- La demande de Mme Zoé Genot a été rejetée par 7 voix contre 4.

Projet de loi portant mesures d'optimisation des services de police et modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, n°s 3375/1 et 2. (Votes). (Rapporteur : M. Éric Thiébaud).
Amendements de M. Arens et consorts et de MM. Degroote et Bracke.

- Les articles et les amendements n°s 1 à 3 ont successivement été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, est adopté par 9 voix contre 3 et une abstention.

Projet de loi modifiant la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignement et de l'organe de coordination pour l'analyse de la menace, n° 3376/1.

- Les articles, y compris des corrections techniques, ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi, tel que corrigé, a été adopté par 10 voix et 3 abstentions.

Projet de loi modifiant l'article 41 de la loi sur la fonction de police du 5 août 1992, en vue de garantir l'identification des policiers tout en améliorant la protection de leur vie privée - Transmis par le Sénat, n°s 2871/1 à 3. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : M. Frank Wilryckx).
Amendements de M. Weyts et consorts et de Mme Genot.

- Co-rapporteur : M. Bart Somers.
- La discussion générale a été clôturée.
- La discussion des articles a eu lieu.
- Les articles ont été successivement adoptés.
- La commission a souscrit aux corrections législatives proposées par le secrétariat, lesquelles seront communiquées au Sénat par procédure d'erratum.
- L'ensemble du projet de loi (tel que requalifié) a été adopté par 8 voix et 3 abstentions.

Projet de loi modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, n° 2986/1.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Frank Wilrycx, Bart Somers, Patrick Dewael, Vincent Van Quickenborne) modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, n° 2917/1.

- Proposition de loi (Bercy Slegers, Jenne De Potter, Nahima Lanjri) modifiant la législation relative à l'utilisation de caméras de surveillance par les fonctionnaires de police, n°s 3042/1 et 2.

- Proposition de loi (Josy Arens, Jenne De Potter, Jacqueline Galant) modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, n° 3290/1.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : M. Laurent Devin).

- Les propositions n°s 3042 et 3290 ont été disjointes de l'examen du projet de loi transmis par le Sénat.

- La discussion générale et la discussion des articles a eu lieu.

- Les articles ont successivement été adoptés.

- La commission a souscrit aux corrections légistiques proposées par le secrétariat, lesquelles seront communiquées au Sénat par procédure d'erratum.

- L'ensemble du projet de loi a été adopté à l'unanimité.

- Par conséquent la proposition de loi n° 2917 devient sans objet.

Proposition de loi (Kattrin Jadin, Daniel Bacquelaine, David Clarinval, Valérie De Bue, Valérie Warzée-Caverenne) visant à interdire la fabrication et la commercialisation de tout système répulsif vis-à-vis des jeunes, n° 2799/1.

(Avis à rendre à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la société).

- Rapporteur : M. Bart Somers.

- La discussion a eu lieu.

- La commission a émis un avis favorable sur la proposition de loi n° 2799.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Sonja Becq, Bercy Slegers) relative à l'analyse par la Cour des comptes des conséquences budgétaires et macroéconomiques des programmes électoraux présentés par les partis politiques lors de l'élection de la Chambre, du Sénat et du Parlement de la Communauté germanophone, n°s 576/1 à 3.

Amendements de M. Van Esbroeck et consorts.

- Proposition de loi (Sonja Becq) relative à l'analyse, par la Cour des comptes, des conséquences budgétaires et macroéconomiques des programmes électoraux présentés par les partis politiques lors de l'élection du Parlement flamand, du Parlement de la Région wallonne, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Parlement de la Communauté française, n°s 577/1 et 2.

Amendements de M. Van Esbroeck et consorts.

(Continuation). (Rapporteur : M. Jan Van Esbroeck).

- Co-rapporteur : Mme Jacqueline Galant.

- En application de l'article 28 du Rgt., la commission a décidé d'organiser des auditions.

Proposition de loi (Vincent Van Quickenborne, Bart Somers, Frank Wilrycx) modifiant les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées le 3 avril 1953, en ce qui concerne la possibilité, pour une autorité communale, de refuser d'accorder un avis positif, n°s 2750/1 et 2.

Avis de la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture.

- Rapporteur : M. Koenraad Degroote.
- La commission est d'avis que la proposition de loi devra être traitée en commission de l'Économie.

➤ **MERCREDI 12 MARS 2014**

[Questions d'actualité au gouvernement](#)

Prochaine réunion : lundi 17 mars 2014

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Président : Mme Kristien Van Vaerenbergh

➤ **MARDI 11 MARS 2014**

Projet de loi modifiant le Code civil en vue d'instaurer l'égalité de l'homme et de la femme dans le mode de transmission du nom à l'enfant et à l'adopté, n°s 3145/1 à 3.

Avis du Comité d'avis pour l'Émancipation sociale.

Amendements de MM. Brotcorne et consorts, de Mmes Gerkens et Genot, de MM. Goffin et consorts et Landuyt et consorts.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Zoé Genot, Muriel Gerkens, Stefaan Van Hecke, Georges Gilkinet, Juliette Boulet, Eva Brems, Kristof Calvo) modifiant l'article 335 du Code civil en ce qui concerne l'attribution libre du nom de l'enfant, n° 469/1.

- Proposition de loi (Olivier Maingain, Damien Thiéry) modifiant le Code civil en ce qui concerne l'attribution du nom de famille afin d'établir clairement la filiation avec la mère tout en préservant l'historicité de la filiation paternelle, n° 470/1.

- Proposition de loi (Karine Lalieux, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert, Özlem Özen, Laurent Devin, Julie Fernandez Fernandez) modifiant le Code civil en ce qui concerne l'attribution du nom de la famille, afin de garantir la transmission de l'identité familiale par le port du double nom, n° 1386/1. (Deuxième lecture, Art. 94 et vote sur l'ensemble). (Rapporteur : Mme Sophie De Wit).

- La commission souscrit aux corrections linguistiques et formelles.
- Des amendements ont été introduits par le gouvernement et par M. Brotcorne.
- Ont été adoptés successivement : l'amendement n° 9, les amendements n°s 10 à 13, ainsi subamendés par les amendements n°s 14 à 17, l'article 2, ainsi amendé et l'article 12.
- L'ensemble du projet de loi, ainsi amendé et corrigé légistiquement, a été adopté avec 9 voix contre 5 et 2 abstention.
- Par conséquent les propositions jointes n°s 469, 470 et 1386 deviennent sans objet.

Proposition de loi (Carina Van Cauter, Sonja Becq, Christian Brotcorne, Philippe Goffin, Renaat Landuyt, Manuella Senecaut) portant modification et coordination de diverses lois en matière de Justice concernant l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, n° 3355/1.

- Rapporteur : Mme Sophie De Wit.
- La proposition de loi a été exposée.
- La discussion a été clôturée.
- Des amendements ont été introduits par Mmes Van Cauter et consorts et Smeyers et consorts.
- Les amendements n°s 1 et 2 ont été adoptés.

Projet de loi modifiant l'article 8 de la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en vue de faciliter l'échange international de données ADN - Transmis par le Sénat, n° 3373/1.

- Affaire sans rapport (application de l'art. 78.7 Rgt.).
- Quelques corrections sur le plan légistique seront proposées au Sénat dans le cadre d'une procédure d'erratum.
- L'ensemble du projet de loi, comme modifié légistiquement, a été adopté à l'unanimité.

Projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure devant la Cour de cassation et la procédure en récusation, n°s 3337/1 à 3.

Amendements de M. Van Hecke, de Mmes Boulet et Gerkens, de M. Goffin et de Mme Marghem.

Proposition de loi jointe :

- Proposition de loi (Christian Brotcorne, Joseph George) visant à modifier le mode d'information des parties intervenant dans une procédure en récusation, n° 183/1.

- Rapporteur : Mme. Carina Van Cauter.
- La ministre a exposé le projet de loi.
- M. Brotcorne a exposé sa proposition de loi jointe.
- Un amendement a été introduit par le gouvernement.
- La discussion a eu lieu.
- Les amendements 3A et 4 ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi, ainsi modifié et corrigé sur le plan légistique, a été adopté à l'unanimité.
- Par conséquent la proposition de loi jointe 0183/001 devient sans objet.

Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en vue d'instaurer une nouvelle carrière pécuniaire pour le personnel judiciaire ainsi qu'un système de mandats pour les greffiers en chef et les secrétaires en chef, n°s 3404/1 et 2.

- Rapporteur : Mme Sophie De Wit.
- La ministre a exposé le projet de loi.
- La discussion du projet de loi a eu lieu.
- Des corrections sur le plan légistique ont été apportées.
- L'ensemble du projet de loi, ainsi modifié sur le plan légistique, y inclus les annexes, a été adopté avec 13 voix et 1 abstention.

Projet de loi modifiant le Code Judiciaire et la loi du 25 avril 2007 modifiant le Code Judiciaire, notamment les dispositions relatives au personnel judiciaire de niveau A, aux greffiers et aux secrétaires ainsi que les dispositions relatives à l'organisation judiciaire et modifiant la loi du 10 avril 2003 réglant la suppression des juridictions militaires en temps de paix ainsi que leur maintien en temps de guerre et modifiant la loi du 31 janvier 2007 sur la formation judiciaire et portant création de l'institut de formation judiciaire, n° 3405/1.

- Rapporteur : M. Christian Brotcorne.
- La ministre a exposé le projet de loi.
- La discussion du projet de loi a eu lieu.
- Des corrections sur le plan légistique ont été apportées.
- L'ensemble du projet de loi, ainsi modifié sur le plan légistique, a été adopté avec 13 voix et 1 abstention.

➤ **MERCREDI 12 MARS 2014**

Projet de loi tendant à lutter contre le sexisme dans l'espace public et modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes afin de pénaliser l'acte de discrimination, n° 3297/1.

Proposition de loi jointe:

- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Eva Brems) tendant à réprimer certains actes inspirés par le sexisme, n° 433/1.

- La vice-première ministre et ministre des Affaires intérieures et l'Égalité des chances a exposé le projet de loi.
- Mme Brems a exposé la proposition de loi n°433.
- Mme Brems et consorts ont introduits des amendements sur le projet de loi n°3297 et la proposition de loi n° 433.
- La discussion générale a eu lieu.

[Questions d'actualité au gouvernement](#)

Prochaine réunion : mardi 18 mars 2014

Droit commercial

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Président : Mme Sophie De Wit

➤ **MARDI 11 MARS 2014**

Proposition de loi (Karel Uyttersprot, Cathy Coudyser, Peter Dedecker, Flor Van Noppen) modifiant l'arrêté-loi du 30 janvier 1947 fixant le statut de création et de fonctionnement de centres chargés de promouvoir et de coordonner le progrès technique des diverses branches de l'économie nationale, par la recherche scientifique, en vue d'accroître la transparence des centres collectifs, n° 2486/1.

- Rapporteur : M. Jean-Marc Delizée.
- Exposé introductif par M. Uyttersprot.

Prochaine réunion : mardi 18 mars 2014.

Pétitions

COMMISSION DES PÉTITIONS

Président : M. Christian Brotcorne

➤ **MARDI 11 MARS 2014**

Examen des pétitions et des réponses aux pétitions.

- Rapporteur : Mme Lieve Wierinck.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MARDI 11 MARS 2014**

Proposition de résolution (Peter Luykx, Jan Jambon, Zuhail Demir, Daphné Dumery) concernant la désignation d'un envoyé spécial de l'Union européenne pour la protection des minorités religieuses au Proche-Orient, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, n° 3075/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Els Demol).

- Co-rapporteur : M. Herman De Croo.
- Deux amendements ont été déposés par MM. Luykx, de Donnea, Vanackere, Jambon, Francken et Mme Dumery.
- La discussion générale s'est poursuivie.
- La commission décide d'envoyer la proposition au groupe de travail « Propositions de résolution ».

Proposition de résolution (Denis Ducarme, Corinne De Permentier) concernant la protection de la communauté chrétienne au Maghreb, au Proche-Orient et au Moyen-Orient, n° 3216/1.

- Rapporteur : M. Herman De Croo.
- Exposé introductif de M. Denis Ducarme
- La discussion générale a été entamée,
- La commission décide d'envoyer la proposition au groupe de travail « Propositions de résolution ».

Proposition de résolution (Philippe Blanchart, Christiane Vienne, Olivier Henry, Mohammed Jabour) relative à l'organisation de la coupe du monde de football par le Qatar en 2022 et au respect des droits humains fondamentaux et de conditions de travail décentes sur les chantiers de construction, n° 3089/1.

- Rapporteur : M. Georges Dallemagne.
- Des amendements ont été déposés par MM. Blanchart, Henry, Jabour et Mme Vienne et Mme Snoy et d'Oppuers.
- Exposé introductif de M. Philippe Blanchart.

- Un représentant du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes a présenté le point de vue du gouvernement.
- La commission décide d'envoyer la proposition au groupe de travail « Propositions de résolution ».

Echange de vues avec le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur la situation en Ukraine.

- Exposé introductif du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères.

Débat d'actualité sur la situation des droits de l'homme et des LGBT dans le monde.

- Le débat a eu lieu.

[Questions d'actualité au gouvernement](#)

➤ **MERCREDI 12 MARS 2014**

Échange de vues avec M. Karel De Gucht, commissaire européen au Commerce sur les avancées réalisées dans les négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement entre l'Union européenne et les États-Unis.

- Rapporteurs : MM. Herman De Croo et Benoît Hellings (S).
- Après un exposé introductif, M. De Gucht a répondu aux questions de MM. De Croo et Hellings (S), Mme Emmerly, MM. Dallemagne et Valkeniers, Mme Snoy et d'Oppuers et MM. Vanlouwe (S) et de Donnea.

Prochaine réunion : mardi 18 mars 2014

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : Mme Marie-Claire Lambert

➤ **MARDI 11 MARS 2014**

Projet de loi portant création de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale, n° 3400/1.

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales a donné un exposé introductif.
- La discussion générale et la discussion des articles a eu lieu.
- Les articles ont été successivement adoptés.
- L'ensemble du projet de loi, y compris des corrections d'ordre légistiques et linguistiques, a été adopté par 8 voix et 1 abstention.

[Questions d'actualité au gouvernement](#)

➤ **MERCREDI 12 MARS 2014**

Projet de loi portant modification de la pension de retraite et de la pension de survie et instaurant l'allocation de transition, dans le régime de pension des travailleurs salariés, n° 3399/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Sonja Becq).

- La discussion générale a été clôturée.
- La discussion des articles a eu lieu. Des amendements ont été introduits par Mme Wierinck et consorts.
- Les amendements et les articles, ainsi modifiés, ont été adoptés successivement.
- L'ensemble du projet de loi, y compris des corrections d'ordres légistiques et linguistiques, ont été adoptés par 9 contre 2 voix et 1 abstention.

Prochaine réunion : mardi 18 mars 2014

Economie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : Mme Liesbeth Van der Auwera

➤ **MARDI 11 MARS 2014**

Projets de loi joints :

- Projet de loi portant insertion d'un titre 2 "De l'action en réparation collective" au livre XVII "Procédures juridictionnelles particulières" du Code de droit économique et portant insertion des définitions propres au livre XVII dans le livre Ier du Code de droit économique, n°s 3300/4 et 5.
 - Projet de loi portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XVII "Procédures juridictionnelles particulières" du Code de droit économique et modifiant le Code judiciaire en vue d'attribuer aux cours et tribunaux de Bruxelles une compétence exclusive pour connaître de l'action en réparation collective visée au livre XVII, titre 2, du Code de droit économique, n° 3301/3.
- (Renvoyés par la séance plénière du jeudi 27 février 2014).

- Rapporteur : M. Peter Dedecker.
- Le vice-premier ministre et ministre de l'Economie, des Consommateurs et de la Mer du Nord a fait un exposé et a répondu aux questions et observations de M. Van Hecke.

Projets de loi joints :

- Projet de loi portant insertion du livre XI, "Propriété intellectuelle" dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code, n° 3391/1
 - Projet de loi portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XI "Propriété intellectuelle" du Code de droit économique, portant insertion d'une disposition spécifique au livre XI dans le livre XVII du même Code, et modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'organisation des cours et tribunaux en matière d'actions relatives aux droits de propriété intellectuelle et à la transparence du droit d'auteur et des droits voisins, n° 3392/1.
- (Continuation). (Rapporteur: M. Bruno Tuybens).

Projet n° 3391/1

- La discussion générale et par article a été poursuivie et clôturée.
- Des amendements ont été introduits par Mme Vanheste et consorts, M. Peter Dedecker et consorts et par le gouvernement.
- Les amendements n°s 1, 2, 3 et 11 ont été adoptés.

- Les articles ainsi modifiés ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi, ainsi modifié et moyennant des corrections techniques, a été adopté avec 9 voix et 4 abstentions.

Projet n° 3392/1

- La discussion générale et par article a été clôturée.
- Des amendements n'ont pas été introduits.
- Les articles ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi a été ensuite, moyennant des corrections techniques, adopté avec 10 voix et 3 abstentions.

Projets de loi joints:

- Projet de loi portant insertion du livre VII. "Services de paiement et de crédit" dans le Code de droit économique, portant insertion des définitions propres au livre VII et des peines relatives aux infractions au livre VII, dans les livres I et XV du Code de droit économique et portant diverses autres dispositions (pour mémoire).
- Projet de loi organisant les recours contre certaines décisions de la FSMA prises par application du livre VII ou du livre XV du Code de droit économique et modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (pour mémoire).
- Rapporteur : Mme Karine Lalieux.
- Le vice-premier ministre et ministre de l'Economie, des Consommateurs et de la Mer du Nord a fait un exposé.
- Un amendement a été introduit par Mme Vanheste et consorts.

➤ **MERCREDI 12 MARS 2014**

Projets de loi joints:

- Projet de loi portant insertion du Livre XIV "Pratiques du marché et protection du consommateur relatives aux personnes exerçant une profession libérale" dans le Code de droit économique et portant insertion des définitions propres au livre XIV et des dispositions d'application au livre XIV, dans les livres I et XV du Code de droit économique, n° 3423/1.
- Projet de loi modifiant le livre XVII du Code de droit économique en ce qui concerne les personnes exerçant une profession libérale, n° 3422/1.
- Projet de loi portant insertion dans le livre XVII du Code de droit économique des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution en ce qui concerne les personnes exerçant une profession libérale, n° 3421/1.
- Proposition de loi (Olivier Henry, Karine Lalieux, Philippe Blanchart, Linda Musin) abrogeant la loi du 2 août 2002 relative à la publicité trompeuse et à la publicité comparative, aux clauses abusives et aux contrats à distance en ce qui concerne les professions libérales et modifiant la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, n° 1790/1.
- Rapporteur : Mme Isabelle Emmery.
- La ministre de la Justice a donné un exposé introductif.
- Un débat de procédure a eu lieu.

Prochaine réunion : mardi 18 mars 2014

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : Mme Sabien Lahaye-Battheu

➤ **MARDI 11 MARS 2014**

Projet de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 3402/1.

- Rapporteur: Mme Valérie De Bue.

[Questions d'actualité au gouvernement.](#)

➤ **MERCREDI 12 MARS 2014**

Projet de loi relatif à la publication de divers actes internationaux portant des prescriptions techniques en matière de navires et de navigation maritime, n° 3381/1.

- Rapporteur: M. Christophe Bastin.
- Le vice-premier ministre a donné un exposé introductif.
- La discussion générale a eu lieu.
- Les articles et l'ensemble du projet de loi ont été successivement adoptés à l'unanimité.

Projet de loi relatif à la protection du patrimoine culturel subaquatique, n° 3397/1.

- Rapporteur: M. Christophe Bastin.
- Le vice-premier ministre a donné un exposé introductif.
- La discussion générale a eu lieu.
- Les articles et l'ensemble du projet de loi ont été successivement adoptés à l'unanimité.

Projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1926 instituant un conseil d'enquête maritime, n° 3428/1

- Rapporteur: M. Christophe Bastin.
- Le vice-premier ministre a donné un exposé introductif.
- La discussion générale a eu lieu.
- Les articles et l'ensemble du projet de loi ont été successivement adoptés à l'unanimité.

Prochaine réunion : mardi 18 mars 2014

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. Georges Gilkinet

➤ **MARDI 11 MARS 2014**

Approbation du rapport de la sous-commission "Cour des comptes" sur le fonctionnement de la Commission des jeux de hasard.

Projets de loi joints :

- Projet de loi relatif au statut et au contrôle des planificateurs financiers indépendants et à la fourniture de consultations en planification financière par des entreprises réglementées, n° 3393/1.

- Projet de loi modifiant les articles 121 et 122 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers en vue de régler les recours contre certaines décisions prises par la FSMA en vertu de la loi du ... relative au statut et au contrôle des planificateurs financiers indépendants et à la fourniture de consultations en planification financière par des entreprises réglementées, n° 3394/1.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : M. Christophe Lacroix).

- La discussion générale pour les deux projets de loi n°s 3393 et 3394 a eu lieu.

- La discussion par article du projet de loi n° 3393 a eu lieu.

- Des amendements ont été introduits par MM. Waterschoot et consorts et Gilkinet et par Mme Almaci.

- Tous les articles ont été adoptés, ainsi que les amendements n°s 1 à 5 de M. Waterschoot et consorts.

- Tous les articles du projet de loi n° 3394 ont été adoptés. L'ensemble du projet de loi n° 3394 a été adopté avec 10 voix et 4 abstentions.

Projet de loi modifiant la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, la loi du 16 février 2009 relative à la réassurance, la loi du 6 avril 1995 relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement, la loi du 21 décembre 2009 relative au statut des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, à l'activité d'émission de monnaie électronique et à l'accès aux systèmes de paiement, la loi du 28 avril 1999 visant à transposer la directive 98/26/CE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et la loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières et portant des dispositions fiscales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, n° 3395/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Veerle Wouters).

- Des amendements ont été introduits par M. Waterschoot et consorts.

Projet de loi portant des dispositions diverses, n° 3413/1.

- Des amendements ont été introduits par M. Waterschoot et consorts.

➤ **MERCREDI 12 MARS 2014**

Projet de loi modifiant, en vue de transposer partiellement la directive 2011/85/UE la loi du 22 mai 2003, portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, n° 3408/1.

Projet de loi modifiant, en vue de transposer partiellement la directive 2011/85/UE, la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation de la Cour des comptes, n° 3409/1.

- La commission a décidé de joindre les deux projets de loi.
- Rapporteur : Mme Christiane Vienne.
- Exposé introductif du ministre du Budget et de la Simplification administrative.
- La discussion générale a eu lieu.

Projet de loi n° 3408

- Des amendements ont été introduits par le gouvernement et par M. Vandeput.
- Tous les articles ont été adoptés.
- Les amendements n°s 1 à 22 du gouvernement ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi, ainsi amendé et avec quelques corrections sur le plan légistique et en dérogation de l'art. 82,1 du Rgt.de la Chambre, a été adopté avec 10 voix contre 1 et 1 abstention.

Projet de loi n°3409

- Tous les articles ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi a été adopté avec 11 voix et 1 abstention.

Projet de loi contenant le premier ajustement du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014, n° 3388/1.

- Rapporteur : M. Luk Van Biesen.
- Exposé introductif du ministre du Budget et de la Simplification administrative.
- La discussion a été entamée.
- Des amendements ont été introduits par le gouvernement et par M. Drèze et consorts ; ils ont également été exposés.

[Questions d'actualité au gouvernement](#)

Prochaine réunion : lundi 17 mars 2014

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : Mme Maya Detiège

➤ **MERCREDI 12 MARS 2014**

Proposition de loi (Catherine Fonck, Thérèse Snoy et d'Oppuers) modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits et visant à l'instauration d'un paquet de cigarettes neutre, n° 1424/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Franco Seminara).

- La discussion a été poursuivie.

-La commission a décidé de demander l'avis pour cette proposition de loi à la commission européenne.

Prochaine réunion : mercredi 19 mars 2014

Révision Constitution

COMMISSION DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION ET DE LA RÉFORME DES INSTITUTIONS

Président : M. André Flahaut

➤ **MERCREDI 12 MARS 2014**

Proposition de loi (Kattrin Jadin, André Frédéric, Raf Terwingen, Karin Temmerman, Muriel Gerken, Stefaan Van Hecke, Patrick Dewael, Catherine Fonck) modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, n°s 3273/1 à 3.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteurs : M. Luk Van Biesen et Mme Christiane Vienne).

Avis de la Communauté germanophone.

Avis du Conseil d'Etat.

- La discussion des articles a eu lieu.
- Des amendements ont été déposés par Mme Jadin et consorts.
- Des corrections techniques seront apportées.
- Tous les amendements et tous les articles, ainsi amendés et corrigés, ont été successivement adoptés.
- L'application de l'article 82.1 du Règlement a été demandée ainsi qu'une note du Service juridique.

Prochaine réunion : mardi 18 mars 2014

Concertation parlementaire

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : M. André Flahaut et Sabine de Bethune

➤ **JEUDI 13 MARS 2014**

Projet de loi relatif au statut et au contrôle des établissements de crédit, n° 3406/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi modifiant, en vue de transposer partiellement la directive 2011/85/UE la loi du 22 mai 2003, portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, n° 3408/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi portant des dispositions diverses, n° 3413/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi établissant les mécanismes d'une politique macroprudentielle et précisant les missions spécifiques dévolues à la Banque nationale de Belgique dans le cadre de sa mission visant à contribuer à la stabilité du système financier, n° 3414/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, en ce qui concerne la pension minimum pour les travailleurs indépendants, n° 3415/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives au régime de pension des travailleurs indépendants compte tenu du principe de l'unité de carrière, n° 3416/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi portant modifications de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions et de l'article 3, § 1, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, n° 3417/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi portant réforme de la pension de survie des travailleurs indépendants, n° 3418/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi adaptant dans la législation fiscale les dénominations des administrations du Service public fédéral Finances, n° 3420/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi modifiant le livre XVII du Code de droit économique en ce qui concerne les personnes exerçant une profession libérale, n° 3422/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi portant insertion du Livre XIV "Pratiques du marché et protection du consommateur relatives aux personnes exerçant une profession libérale" dans le Code de droit économique et portant insertion des définitions propres au livre XIV, et des dispositions d'application au livre XIV, dans les livres I et XV du Code de droit économique, n° 3423/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 suite à l'introduction de la taxe additionnelle régionale sur l'impôt des personnes physiques visée au titre III/1 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et modifiant les règles en matière d'impôt des non-résidents, n° 3427/1

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi portant insertion du Livre VII "Services de paiement et de crédit" dans le Code de droit économique, portant insertion des définitions propres au livre VII et des peines relatives aux infractions au livre VII, dans les livres I et XV du Code de droit économique et portant diverses autres dispositions, n° 3429/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi modifiant la loi du 22 juillet 1985 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, n° 3431/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi relatif aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires, n° 3432/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi concernant diverses matières relatives aux pensions du secteur public, n° 3434/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Projet de loi portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 30 août 2013 relative à la réforme des chemins de fer belges, n° 3441/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Groupe de travail “Propositions de résolution”

GROUPE DE TRAVAIL “PROPOSITIONS DE RÉOLUTION”

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **JEUDI 13 MARS 2014**

Propositions de résolution jointes :

-Proposition de résolution (Peter Luykx, Jan Jambon, Zuhail Demir, Daphné Dumery) concernant la désignation d'un envoyé spécial de l'Union européenne pour la protection des minorités religieuses au Proche-Orient, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, n°s 3075/1 et 2. (Rapporteurs : Mme Els Demol et M. Herman De Croo).

Amendements de M. Luykx et consorts.

-Proposition de résolution (Denis Ducarme, Corinne De Permentier) concernant la protection de la communauté chrétienne au Maghreb, au Proche-Orient et au Moyen-Orient, n° 3216/1. (Rapporteur : M. Herman De Croo).

- Le président de la commission des Relations extérieures, M. de Donnea, a été chargé de rédiger une nouvelle proposition de résolution tenant compte des diverses propositions d'amendements formulées par les différents groupes politiques.